



- intégrer la dimension « communication » dans les futures missions et stratégies commerciales et de développement. (Certains participants ont soutenu que ces stratégies et missions devraient essentiellement obéir à des intérêts commerciaux nationaux. D'autres, en revanche, étaient d'avis que les intérêts nationaux devaient être subordonnés à la promotion de la démocratie, aux droits de la personne et au développement durable, ou du moins être mis dans la balance par rapport à ces autres objectifs.);
- améliorer la coordination entre les organismes gouvernementaux concernés en matière de formulation et de mise en oeuvre des politiques de communication (intérieures et internationales). Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, en particulier, doit accorder toute sa collaboration à Industrie Canada et à Patrimoine Canada;
- le gouvernement doit maintenir son appui financier à Radio Canada International et, si possible, il doit l'élargir à des programmes analogues d'autres médias de communication (comme Internet);
- concevoir une façon de réaliser les objectifs nationaux (c.-à-d. le contenu canadien, la création d'emplois, etc.), sans recourir outre mesure à la réglementation ou à des dépenses gouvernementales, en concluant des partenariats novateurs avec l'industrie, les ONG et des pays qui nous sont proches. La *Loi sur la radiodiffusion*, en particulier, devrait être revue (et l'on devrait porter une attention particulière à son application potentielle aux nouvelles formes de médias, comme Internet). Le gouvernement doit maintenir l'accès à une « voie publique ».

Conclusions

Le comité directeur prend acte de la contribution de tous les participants du Forum, qu'il remercie, ainsi que de la commandite et de l'appui du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, de l'Université York, de l'Université polytechnique Ryerson et de la Fondation Walter & Duncan Gordon. Le comité tient également à exprimer sa gratitude à Ruth Abrahamson et au personnel de Base Services Canada, et du York Centre for International and Security Studies, pour leur soutien administratif, ainsi qu'à Brian J. Bow pour son aide dans l'organisation du Forum et dans la préparation du rapport final.